



Communiqué de presse

Plan CASI : le milliard d'euros en « trompe-l'œil »

Paris, le 4 septembre 2026 – La ministre de l'Agriculture a annoncé ce jour son plan à 1 milliard d'euros pour faire face à la crise agricole historique que connaît notre pays. Derrière ce chiffre, la réalité est beaucoup moins spectaculaire : une large partie correspond à des indemnités déjà prévues, des reports de charges ou des dispositifs existants. Pendant ce temps, des milliers d'exploitations n'ont tout simplement plus assez de trésorerie pour préparer la prochaine récolte. Les Associations spécialisées de Grandes cultures réitèrent leur alerte sur la situation économique dramatique du secteur et leur demande immédiate d'aide à la trésorerie de 450 euros par hectare.

Le milliard d'euros annoncé peut impressionner, mais il ne doit pas masquer la réalité. Une part importante de cette enveloppe correspond à des mécanismes qui existaient déjà et qui ont précisément vocation à intervenir lorsqu'un agriculteur subit une perte de récolte ou un accident climatique majeur. Leur mobilisation est nécessaire, mais elle ne constitue pas, à elle seule, la réponse exceptionnelle qu'exige la situation actuelle.

Car le problème n'est plus seulement de compenser les pertes de 2026. Il est désormais de savoir combien d'exploitations en grandes cultures auront encore les moyens de semer/planter et produire en 2027. Reporter une dette ne recrée pas de trésorerie. Différer une charge ne permet pas d'acheter des semences, des plants ou des engrais. Et indemniser une perte déjà subie ne suffit pas toujours à redonner à une exploitation les moyens de financer une nouvelle campagne.

L'écart entre les besoins et la réponse publique est considérable. Pour les seules grandes cultures, les pertes sont aujourd'hui estimées à 6,6 milliards d'euros. Face à cette situation, les Associations spécialisées demandent une mesure simple, massive et immédiatement opérationnelle.

Cette aide doit permettre aux producteurs de payer leurs fournisseurs, de financer leurs intrants, de maintenir l'emploi sur les exploitations et, surtout, de remettre une récolte en terre. Sans cela producteurs de grandes cultures abandonneront.

Plus incompréhensible encore, le plan ne comporte aucune mesure simple, rapide et concrète telle que la suspension de la redevance pour pollution diffuse, le gel des redevances irrigation ou encore la prise en compte des difficultés accrues des zones intermédiaires et à faible potentiel.

« Nous sommes en colère. Le milliard annoncé ne répond pas à la gravité de ce qui se passe aujourd'hui dans nos fermes. Les trésoreries sont exsangues et, sans soutien beaucoup plus massif, des dizaines de milliers d'agriculteurs risquent de ne pas pouvoir repartir. Nous demandons 450 euros par hectare de trésorerie directe, parce qu'à force de nous expliquer qu'on sauvera l'agriculture demain, demain il n'y aura tout simplement plus assez d'agriculteurs à sauver. » **déclarent les présidents de l'AGPB, de l'AGPM, de la CGB, de la FOP et de l'UNPT.**